

## CDEN 10 novembre 2022 - Déclaration de la FSU37



Mme La Préfète, M le Directeur Académique, M le Président, Mme et M les membres du CDEN,

Une rentrée « plutôt bonne », « convenable », « qui s'est bien passée »... Ce sont les mots de notre Ministre ! Il s'exprime décidément vraiment en décalage avec les réalités du terrain.

Non, la rentrée ne s'est pas bien passée :

- dans notre département, comme dans toute la France, tous les professeurs promis n'étaient malheureusement pas au rendez-vous.
- Nous dénonçons encore le manque de moyens alloués notamment dans les collèges d'Indre-et-Loire. Nos collègues, dont les conditions de travail et de vie se dégradent d'années en années, doivent trop souvent faire classe avec des effectifs bien trop élevés. Le nombre de classes à 27, 28, 29, 30 voire 31 élèves est pléthorique en Indre et Loire et va à l'encontre des ambitions affichées par notre ministère.
- Le manque de postes dans différentes catégories (professeurs à la rentrée, remplaçants, personnels administratifs ou de la santé, AED, AESH...) est une constante qui a des effets négatifs sur le fonctionnement des établissements et pèse sur la charge de travail des autres agents. Les Psychologues de l'éducation nationale dont la tâche est rendue difficile n'étaient eux non plus pas en nombre suffisant pour couvrir le secteur du sud Touraine. Il manque toujours des personnels de direction de SEGPA. Les vies scolaires sont encore malheureusement trop souvent sous tension par manque d'AED pour accomplir toutes les tâches demandées.
- Les jeunes entrant dans le métier n'ont pas leur formation prévue : est-il concevable de débiter une carrière dans des conditions aussi précaires ?
- 75 élèves devant bénéficier de dispositifs d'inclusion n'ont pas leur place laissant les personnels souvent bien seuls.
- 72 élèves scolarisés dans les ULIS école ou collège attendent leur place en établissement spécialisé. Ces élèves sont abandonnés, comme les enseignants bien seuls aussi.
- Le mois dernier les personnels de l'enseignement professionnels ont exprimé leur inquiétude pour leur avenir, leur identité professionnelle et l'avenir de leurs élèves. Cette réforme de la voie professionnelle constituerait un retour en arrière de plusieurs dizaines d'années, visant principalement l'adaptation à l'emploi, tournant ainsi le dos à l'égalité attendue pour tous les jeunes d'accéder à un niveau général leur permettant d'évoluer durablement dans leur vie, la société.
- A la rentrée, des élèves d'Indre et Loire ont dormi dehors. Il aura fallu que nous intervenions pour qu'une solution soit trouvée. Tous les élèves, quelle que soit leur origine, ont droit à des conditions de vie et d'apprentissages dignes.

Donc non, la rentrée ne s'est pas bien passée.

La rentrée 2023 se prépare maintenant, mais 1117 postes du premier degré et 381 dans le second degré disparaissent dans le projet de budget 2023 ! Le premier budget du nouveau quinquennat oublie la montée des inégalités et fait fi des comparaisons internationales pour débloquer des moyens. Ce budget

présenté ne répond en rien aux besoins réels du service public d'éducation. Pourtant, la baisse démographique aurait été l'occasion d'y répondre.

Sur la question de l'inclusion en classe ordinaire, en ULIS et en SEGPA, et d'élèves en attente d'une place en établissement spécialisé, des situations départementales témoignent des souffrances engendrées pour les élèves et les personnels. Comment peut-on affecter en ULIS 6 élèves en attente d'une UE ? Comment peut-on laisser des enseignants seuls face à des situations où le constat d'échec, d'épuisement professionnel... devient le quotidien et amène à des arrêts de travail ? Comment peut-on admettre comme professionnel de l'éducation que la déscolarisation est la seule solution possible ? Faisons-nous ce métier pour vivre une telle souffrance pour nos élèves et les équipes pédagogiques ?

Sur la question des élèves présentant un trouble du comportement et de la conduite, même si la question du climat scolaire est mieux prise en compte, allons-nous enfin disposer de moyens importants et spécifiques de cette réalité qui concerne toutes les écoles ? Disposer d'une brigade de remplaçants en lien avec une cellule climat scolaire ? Prévoir un véritable plan de formation continue ?

Récemment, 170 enseignant-es du département ont suivi une réunion d'information syndicale sur cette réalité de notre quotidien. Cela témoigne de l'écart persistant voire grandissant entre ce que vivent les enseignants et qui leur impose de concentrer la totalité de leur énergie pour ces élèves en réelle souffrance, sans formation, sans aide et ce que l'institution est en capacité de proposer concrètement.

Le problème est là : le ministère est en retard sur les réalités de terrain, le ministère pilote selon des indicateurs étrangers au pédagogique, le ministère cède du terrain à l'accroissement des inégalités : finalement le gouvernement abandonne.

Nous espérons que les méthodes de notre ancien ministre seraient définitivement abandonnées par son remplaçant, que la profession serait consultée et écoutée, mais rien ne semble indiquer que ces espoirs ne sont pas vains. Encore une fois, au mépris du travail long et fastidieux de nos collègues, le contenu des programmes des épreuves de spécialité du lycée a été modifié fin septembre. Certains de nos collègues ont ainsi fait cours pendant un mois sur un sujet qui ne sera finalement pas traité. D'autres ont dû se réorganiser au dernier moment et reconstruire une partie de leur préparation.

Malgré tout cela, les agents sont là, parfois ou souvent épuisés, atteints, méprisés, mais déterminés dans leur travail.

La FSU n'a de cesse d'agir avec eux, de faire des propositions pour améliorer les conditions de travail et de réussite de tous les élèves. Elle revendique un autre budget bien plus ambitieux pour l'Education Nationale et interviendra notamment dans le cadre de la carte scolaire qui se prépare.